

Monitoring de protection dans le contexte la crise électorale en République centrafricaine (RCA)

Du 16 janvier 2021 au 28 février 2021

Méthodologie

Dans le contexte de crise liée aux élections en RCA, le HCR a poursuivi la mise en œuvre de son monitoring de protection à base communautaire en collectant et en documentant des alertes de protection via ses relais communautaires et informateurs clés répartis sur le territoire en collaboration avec ses partenaires de mise en œuvre du monitoring de protection. Depuis le dernier rapport publié mi-janvier 2021, le HCR a revu les accords de partenariats conclus fin 2020 avec ses partenaires [INTERSOS](#), [COOPI](#) et [Finn Church Aid \(FCA\)](#) dans le but de mieux y refléter la situation actuelle et d'accroître le nombre de relais communautaires et de moniteurs de protection. De même, le HCR a élargi sa présence sur le terrain en créant deux unités de terrain ([Batangafo](#) et [Bangassou](#)) et a poursuivi la féminisation de son staff ([Berbérati](#) et [Mongoumba](#)) et des relais communautaires afin de pouvoir mieux répondre aux besoins croissants des populations affectées dans ces deux zones. Enfin, le HCR a reçu l'appui technique d'une experte en violence basée sur le genre (VBG) pour renforcer son paquet de réponse aux incidents VBG. A distance (par téléphone) ou via des missions de terrain, le HCR, en collaboration avec ses partenaires, a continué à documenter régulièrement de nombreux incidents de protection indiquant une évolution encore défavorable du contexte de protection en RCA dans le contexte de la crise électorale.

Analyse de la situation de protection

Evolution du contexte de protection

Depuis fin janvier 2021, les FACA et leurs alliés bilatéraux ont entrepris des opérations militaires, notamment le long de la MSR1, dans le centre et dans le nord-ouest du pays afin de rétablir l'autorité de l'Etat dans les principales localités du pays. En reprenant progressivement le contrôle de la MSR1, ces forces ont permis la reprise du trafic sur le [corridor d'approvisionnement Bangui-Bouar](#) et forcé le retrait des groupes armés de localités clés, telles que Boali, Bossembélé, Bossemptélé, Baoro et Bouar. Avec la reprise de Bouar le 8 février 2021, l'environnement sécuritaire et la situation sur la MSR1 se sont nettement améliorés permettant le retour progressif des populations déplacées dans leurs quartiers d'origine et l'acheminement de l'assistance humanitaire bloquée depuis décembre à Garoua-Boulai au Cameroun. Cependant, il convient de noter que la situation demeure volatile notamment en raison de la présence des groupes armés sur les axes secondaires et en brousse, à l'exemple de l'axe Niem-Yelewa et Yongo à 8km de Bouar ainsi que des infiltrations rapportées d'éléments armés déguisés en civils dans certains quartiers de Bouar qui commettraient des représailles sur les civils. La présence de ces éléments armés entretient un climat de peur au sein des populations civiles vivant sur les axes autour des principales localités.

Une recrudescence de tensions a été observée dans le secteur Centre, notamment dans la [Ouaka](#), à partir du 10 février avec le renforcement de la présence des FACA et de leurs alliés autour de Bambari. Des affrontements

armés à Bambari, sur l'axe Bambari-Ippy et sur l'axe Bambari-Bakala ont entraîné une dégradation de l'environnement de protection et d'importants mouvements de population (préventifs) notamment des populations résidant dans les quartiers Adji, Bornou et Elevage de Bambari, en brousse ainsi que les populations vivant sur l'axe Kombélé-Ippy qui ont rejoint les sites PK3 et Lapago. Un grand nombre de ces ménages sont depuis rentrés chez eux, bien qu'une partie des personnes déplacées internes (PDI) du site Elevage demeurent en brousse. De même, le regroupement d'éléments armés préparant une riposte et les affrontements armés rapportés sur l'axe Kouango-Ngakobo-Bambari ont entraîné des déplacements de population en brousse et sur le site de Ngakobo où les PDI vivent dans la peur en raison de la présence d'éléments armés à proximité du site. Dans les jours suivants, les tensions ont par ailleurs impacté les populations civiles vivant dans la [Basse-Kotto](#). En effet, à Alindao, craignant des affrontements armés en raison des mouvements de groupes armés rapportés dans la zone, les PDI du centre-ville ont amorcé des déplacements préventifs à partir de la mi-février, notamment depuis le site AFAPS vers le site PK3 (axe Mingala) et depuis le site catholique vers l'axe Pavika/Kongbo.

Par ailleurs, à partir de la mi-janvier et jusqu'à la fin du mois de février, le retour d'éléments armés originaires de la [Haute-Kotto](#) ayant participé aux offensives de la coalition de groupes armés marchant vers Bangui, a impacté la situation de protection des civils à Bria, y compris sur le site PK3 où la présence d'hommes en armes a été signalée. Après les affrontements et les pertes observées dans les rangs des groupes armés, plusieurs incidents de protection infligés à titre de représailles à l'encontre de la population civile ont été rapportés. Le renforcement des patrouilles des FACA à Bria et les rumeurs d'une éventuelle offensive ont provoqué le déplacement des groupes armés vers les axes Ouadda, Irabanda et Yalinga entraînant une dégradation de l'environnement de protection sur ces axes.

A partir du 20 février 2021, la progression des FACA et des forces bilatérales dans les préfectures de l'[Ouham](#) et de l'[Ouham Pendé](#), plus particulièrement à Bossangoa, Benzembé et Bozoum a entraîné des mouvements des groupes armés coalisés le long de la frontière avec le Tchad, notamment vers Kouï, Markounda et plusieurs villages au nord de Paoua tels que Betoko, Beboura et Bemal. Ces mouvements ont provoqué des déplacements importants de population préventifs avec [plusieurs dizaines de milliers](#) de PDI rapportés à Bossangoa, en centre-ville, en brousse et mais aussi sur les axes vers le nord de Bossangoa, notamment sur l'axe Bossangoa-Benzambé-Kambakota et sur l'axe allant vers Kouï (Nana-Bakassa-Markounda).

En parallèle de la survenue de nouvelles zones de tensions, le départ des éléments armés de Bangassou et des villages environnants dès la deuxième partie du mois de janvier a entraîné des vagues de retour depuis la RDC et depuis les sites, notamment vers les villages sur les axes.

De plus, il convient de noter qu'au cours de la période de rapportage, l'environnement de protection dans la zone centre, notamment dans la [Kémo](#), l'[Ouham](#) et la [Nana-Gribizi](#), a continué d'être marqué par des violences liées à la période de transhumance et qu'une conjonction entre transhumance et mouvements des groupes armés assimilés aux GSA a été observée.

Accès humanitaire

Depuis le début de l'année 2021, l'extension de la présence des groupes armés sur le territoire ainsi que leurs mouvements constants ont fortement restreint l'accès humanitaire et limité les capacités de réponse et d'intervention des acteurs humanitaires. Certaines sous-préfectures ont été particulièrement impactées,

notamment les sous-préfectures de Bangassou, de Bambari, de Kaga-Bandoro et de Bossangoa.¹ La reprise progressive du contrôle de certaines localités par les FACA et leurs alliés ainsi que l'amélioration de la situation sécuritaire y étant liée ont cependant permis aux humanitaires d'accéder à plusieurs communautés affectées jusqu'alors inaccessibles afin de conduire des évaluations et de délivrer une première assistance. Bien qu'OCHA ait recensé une **baisse d'environ 1/3 des incidents** touchant des humanitaires entre janvier et février 2021, il convient de noter que l'environnement sécuritaire sur les axes demeure particulièrement instable, notamment en raison des opérations menées par les FACA et les forces bilatérales qui produisent le déplacement des éléments armés en brousse et sur les axes. De plus, le signalement de restes d'engins explosifs constitue un risque important pour les populations civiles qui impacte également l'accès humanitaire. De même, la présence dans le conflit de nouveaux acteurs bilatéraux soulève également des inquiétudes quant au respect des règles d'engagement sous le droit humanitaire international et le droit international des droits humains.

Déplacements de population

Le regain d'activisme des groupes armés et des affrontements se sont traduits par de nouveaux déplacements de population en RCA. Au 28 février 2021, **35.178** nouveaux déplacés internes (PDI) ont été dénombrés et validés par la Commission Mouvement de Population (CMP), dont le HCR assure le Secrétariat, portant le nombre total de PDI en RCA à **741.879**. Au total, ce sont **15** nouveaux sites et lieux de regroupement qui ont été créés en raison des déplacements de population liés à la crise électorale : 10 à Bouar, 3 à Bangassou, 1 à Kabo et 1 Liton (Bégoua).²

En parallèle, des mouvements de retour de population des sites vers les quartiers ont continué à être observés. **26.492** PDI ont ainsi quitté les sites et lieux de regroupement en février selon les membres de la CMP. Ces mouvements ont notamment été observés à Yaloké, à Bossembélé ou encore à Bouar où environ **80%** des PDI sont rentrés chez eux courant février. Ce mouvement de retour n'a cependant pas été observé avec la même ampleur sur les sites de Notre Dame de Fatima et St Michel en raison de la proximité de ces sites avec les quartiers dans lesquels des infiltrations de groupes armés ont été rapportées. Dans les autres localités de la MSR-1, quelques quartiers particulièrement affectés par les affrontements sont restés vides car les populations ont témoigné de leur inquiétude au sujet de la situation sécuritaire qui demeure volatile.

De plus, depuis le début de la crise électorale, les équipes du HCR en République Démocratique du Congo, en République du Congo, au Cameroun et au Chad ont constaté un afflux de plus de **111.000** réfugiés venant s'ajouter aux réfugiés centrafricains déjà enregistrés dans les pays limitrophes.³

Assistance

La crise électorale a eu un impact considérable sur la population civile dont un grand nombre s'est trouvé en situation de déplacement et/ou a subi individuellement des violations de droits humains. En réaction à la dégradation intense de l'environnement de protection, le HCR a **déclaré l'état d'urgence de niveau 1** pour son

¹ OCHA RCA, Aperçu des incidents ayant touché les travailleurs humanitaires, février 2020.

² Rapport mensuel Commission Mouvement de Population, janvier 2021. Le rapport de la CMP du mois de février 2021 n'a pas confirmé la création de sites et lieux de regroupement additionnels depuis.

³ UNHCR, Central African Republic Regional Emergency Appeal (February 2021)

opération en RCA le 21 janvier 2021 dans le but de structurer et d'intensifier ses activités de préparation à la situation d'urgence.

Pour répondre aux besoins des populations affectées, le HCR a signé des accords de partenariat avec deux nouveaux partenaires de protection en 2021, COOPI et FCA qui viennent s'ajouter à INTERSOS. FCA couvre la région Ouest et Sud, INTERSOS continue de travailler sur la région Centre et COOPI est présent dans la région Est. Le déploiement des partenaires sur le terrain a été impacté par la situation sécuritaire et l'accès limité, cependant les partenaires du HCR ont pu effectuer **98 référencement de cas de VSBG** et offrir un **soutien psychosocial à 44 survivantes** depuis le début de l'année.

En outre, le HCR a fourni des articles ménagers d'urgence (bâches, couvertures, nattes, jerrycans, seaux et savon) afin d'améliorer les conditions de vie des personnes les plus affectées. Au total, **1,065 kits NFI** ont été distribués aux ménages affectés par la crise dans la ville de **Bouar, Batangafo, Bambari et Rafai**. Il est noté que 1,500 autres kits NFI sont actuellement stockés à Birao et ce afin de prendre en charge les besoins dans les préfectures de Bamingui-Bangoran et de la Vakaga. Suite à un large incendie qui a détruit plus de 508 abris sur le nouveau site de Bongonon près de Batangafo, le HCR a distribué plus de **70 ballots de vêtements**, ainsi que des **stations de lavage des mains**. Le HCR continue d'appuyer la Croix-Rouge centrafricaine sur les sites de déplacés à Bangui en assistant les déplacés avec **372 kits de cuisine**. Le HCR a dépêché son **partenaire PARET** comme gestionnaire de site sur le nouveau site de **Liton/PK22** en périphérie de Bangui où résidaient plus de 2.650 personnes. Au vu des stocks réduits, le HCR a repositionné 2.500 bâches de Bouar à Bangui afin de reconstituer des kits complets. Sous escorte MINUSCA, 1.000 kits complets ont été réexpédiés sur **Bambari** et 1.500 kits complets sur **Kaga-Bandoro**. Le HCR demeure dans l'attente de la réception de **18.650 Kits NFI-Abris d'urgence** depuis Douala au Cameroun avec la reprise du trafic sur la MSR1.

Situation de protection

Depuis le début de la crise électorale mi-décembre 2020, de nombreux incidents de protection documentés par les équipes du HCR et ses partenaires via leurs réseaux de relais communautaires et d'informateurs clés indiquent que la situation de protection existante s'est dégradée en raison de l'activisme accru des groupes armés et des affrontements entre groupes armés et les FACA appuyées par les forces bilatérales qui ont eu pour conséquence l'augmentation des zones de tensions, des mouvements massifs de population autour des zones de tensions et la réduction de l'accès humanitaire aux populations affectées.

Bien que la crise électorale ait intensifié les risques et tendances de protection auxquelles la population civile faisait déjà face dans de nombreuses localités du pays, les rapports d'incidents régulièrement reçus par le HCR dans le cadre du monitoring de protection indiquent que de **nombreuses violations de droits humains continuent d'être commises au sein des communautés et des foyers**. En effet, au cours de cette période de rapportage, les équipes du HCR ont documenté diverses violations du droit à la vie et à l'intégrité physique (y compris des homicides) et cas de violence basée sur le genre (VBG) résultant de disputes conjugales, communautaires ou encore d'accusations de sorcellerie. Plusieurs incidents ont ainsi été rapportés par les relais communautaires d'Alindao et de Carnot. De même, plusieurs cas de viols présumément commis par des membres connus de la communauté ont été signalés dans la région de Paoua. Cette tendance lourde caractérise l'environnement de protection dans la plupart des préfectures de la RCA et elle est indépendante de ce dernier cycle de violence, l'atmosphère générale d'impunité qui accompagne cette violence ne faisant que la renforcer.

Par ailleurs, les opérations militaires lancées depuis mi-janvier par les FACA et leurs alliés ont **directement impacté la population civile**. En plus des importants mouvements de population préventifs observés à l'approche des affrontements entre FACA et alliés et groupes armés, plusieurs signalements reçus par le HCR indiquent que les civils ont également subi de nombreuses **pertes humaines et matérielles** en raison des affrontements. Les relais communautaires du HCR et de ses partenaires ont notamment comptabilisé 13 maisons incendiées et au moins 4 blessés dont 2 enfants de 10 et 11 ans à la suite des affrontements de Grimari. De même, les rapports reçus indiquent aussi qu'au moins 1 mort, 10 blessés (6 hommes, 2 femmes et 2 enfants) et 39 huttes incendiées seraient imputables aux deux explosions qui ont touché le site Elevage de Bambari le 16 février 2021.

Comme il l'a déjà souligné dans son précédent rapport, le HCR a observé une augmentation du nombre de **cas de VBG directement liés au conflit armé** dans certaines zones. D'après les rapports reçus, 95% des viols documentés depuis le début de la crise par le Bureau de Bouar ont été commis par des éléments armés. Cette tendance est relativement récente puisque les statistiques de l'année 2020 révèlent que la grande majorité des incidents VBG documentés dans la Nana-Mambéré ont eu lieu dans le cadre familial ou communautaire. Les rapports reçus indiquent par ailleurs que plusieurs jeunes filles et femmes allaitantes figurent parmi les survivantes qui ont pu bénéficier d'une prise en charge. De même, le bureau HCR de Paoua a signalé de nombreux cas de viols commis par des éléments SRI sur l'axe sud de Paoua à l'encontre de femmes et jeunes filles se déplaçant en brousse pour aller chercher de l'eau ou pour leurs activités champêtres.

Au cours de la période de rapportage, les signalements reçus par le HCR au sujet de **violations du droit à la propriété** ont fortement augmenté. Ces violations sont presque exclusivement commises par des groupes armés. A titre d'illustration, 95% des violations du droit à la propriété documentées au cours de la troisième semaine du mois de février 2021 dans la zone de couverture du Bureau HCR de Kaga-Bandoro ont été attribuées à des éléments armés, dont 76% à des éléments GSA. A travers le pays, les groupes armés ont collecté des taxes illégales au niveau des barrières illégales, dans les sites miniers et même auprès des commerçants dans les quartiers. A Bambari, par exemple, les propriétaires de maisons et de véhicules ont été contraints par les groupes armés de payer des impôts s'élevant jusqu'à 5 millions de F CFA. Plusieurs exécutions de civils refusant de payer ces impôts exigés par le groupe armés ont, par ailleurs, été rapportées. Ainsi, deux commerçants ont été abattus au niveau d'une barrière illégale installée à Nassole (à environ 50km de Berbérati) et un jeune de 22 ans a été tué par balle par des éléments SRI sur l'axe Bozoum-Bangui. De même, il convient de noter que certains éléments armés, mis en déroute à la suite de la reconquête des villes par les FACA et leurs alliés, pillent les villages sous la menace de leurs armes, comme cela a été constaté dans le village de Deba dans la région de Bouar et sur les axes Ouadda, Irabanda et Yalinga dans la Haute-Kotto. Plusieurs occupations illégales d'habitations ont également été imputées aux groupes armés, notamment à Bambari dans les quartiers Adji, Bornou, Elevage et Lapago.

De nombreux incidents rapportés depuis mi-janvier 2021 démontrent que les **violations du caractère civil et humanitaire des sites de déplacés** continuent de constituer un sérieux risque pour la protection des déplacés dans plusieurs localités du pays concentrant d'importants sites de déplacés. En amont de l'offensive lancée par la coalition de groupes armés, celle-ci avait notamment procédé à des recrutements d'hommes au sein de la population civile et des sites de Bria. En raison des combats avec les forces de défense, ces groupes armés ont déploré de nombreuses pertes humaines dans leur rang. Cependant, de nombreux déplacés du site PK3 de Bria, ont rapporté avoir reçu une interdiction formelle de la part d'un chef GBK de faire leur deuil et d'organiser des veillées mortuaires en mémoire des disparus. Des patrouilles auraient par ailleurs été mises en place afin de veiller

au respect de cette consigne par les PDI. De même, il convient de noter que quelques PDI des sites Lazare et MINUSCA de Kaga-Bandoro ont signalé avoir subi des menaces de mort proférées par des éléments GSA et que plusieurs femmes et enfants PDI du site Bouca de Batangafo ont été exposés à des menaces d'enlèvements de la part d'éléments GBK de retour des zones de combat.

Les nombreux cas d'exactions documentés expliquent que la population civile vive dans un climat de peur caractérisé par l'**intensification des pressions exercées par les groupes armés**. Ainsi, dans le courant du mois de janvier, plusieurs jeunes hommes habitant à Ngakobo ont fait face au recrutement forcé des GSAU qui ont accusé de lourdes pertes humaines dans leurs rangs. A Bria notamment, le retour des groupes armés a également entraîné une dégradation de l'environnement sécuritaire et de nombreuses violations de droits humains ont été enregistrées. Plusieurs rapports reçus par le HCR ont, en effet, fait état de menaces de mort, d'enlèvements, de détention illégale et de cas de tortures exercés par des hommes en armes.

Par ailleurs, depuis la reprise de certaines localités, la fouille de plusieurs quartiers résidentiels a notamment été rapportée à Bambari et quelques cas d'arrestation d'individus musulmans y ont été signalés. De même, l'infiltration des éléments armés habillés en civils dans les quartiers résidentiels de Bouar constitue un risque supplémentaire pour les civils qui pourraient être suspectés d'association avec les groupes armés.

De plus, de nombreux **incidents de protection liés à la transhumance** ont continué d'être signalés dans les préfectures limitrophes du Tchad. En effet, plusieurs homicides et d'enlèvements impliquant des transhumants armés ont été rapportés, notamment dans les villages Gomango (axe Kaga-Bandoro – Dékoa) et Fondo (axe Dékoa – Sibut). De même, le HCR a reçu plusieurs rapports indiquant une recrudescence des viols commis en brousse par des transhumants armés sur l'axe Nord de Paoua, plus particulièrement à Bedam et à Ngaoundaye.

L'analyse des incidents de protection documentés indique que **l'ensemble de la population est durement impacté par cette dégradation de l'environnement de protection** et que le niveau de vulnérabilité des communautés hôtes est souvent équivalent à celui des personnes déplacées. Ce constat est surtout vrai sur les axes où la population est particulièrement vulnérable et n'a souvent pas la capacité d'absorber les afflux massifs de déplacés qui fuient les affrontements. Par ailleurs, il convient de souligner que le manque de visibilité et l'accès humanitaire restreint sur de nombreux axes constituent un risque de protection supplémentaire pour ces populations vulnérables et impliquent probablement que le nombre d'incidents de protection documentés est en-deçà de la réalité.

CONTACTS

Fadela Novak-Irons, Deputy Representative (Protection),
novakfa@unhcr.org, Tel: +236 72 09 99 92

Charlotte Hubert, Associate Community-Based Protection Officer,
hubert@unhcr.org, Tel: +236 72 22 44 53